

les dirigeants de l'économie à employer une partie de ces gens malgré le manque d'emplois. Alors le fonds des salaires réels va augmenter mais pas la production. Ceci va provoquer une perturbation de l'équilibre du marché, la hausse des prix et un nouvel abaissement des salaires réels et malgré cela, des centaines de milliers d'individus en âge de travailler ne trouveront pas d'emploi.

Nous voyons donc que dans les conditions de maturation de la crise, le système, non seulement prive la classe ouvrière de perspectives d'amélioration de ces conditions matérielles mais encore s'avère incapable de lui assurer le simple maintien du niveau de son salaire et de son travail, autrement dit la sécurité de son lendemain.

En traitant la consommation sociale comme un mal nécessaire, la bureaucratie s'efforce de maintenir les salaires des nombreuses catégories de salariés dans les limites du minimum vital. Ceci ne concerne pas seulement les ouvriers de l'industrie, du bâtiment et des transports mais aussi la plupart des travailleurs des communications, les employés communaux et du commerce, de la santé, de l'enseignement et les petits employés de l'administration. Du point de vue de la situation matérielle et des perspectives pour l'avenir, toute cette masse de salariés mal payés ne diffère guère de la classe ouvrière. Ainsi donc, tout ce que nous avons dit au sujet des conditions matérielles d'existence de la classe ouvrière dans la période de la crise économique du système se rapporte également à la plupart des salariés des secteurs non-agricoles.

L'industrialisation a apporté une amélioration considérable aux conditions de vie sociale et culturelle de la classe ouvrière ; elle a favorisé la généralisation de l'enseignement et donné des possibilités de promotion pour les jeunes, par l'accès ouvert à tous de l'enseignement supérieur. Beaucoup de ces acquis — les logements d'Etat à bas prix, les soins médicaux gratuits, les services sociaux, etc. — constituent, étant donné le bas niveau des salaires ouvriers, une composante indispensable du minimum vital historiquement formé. Dans les conditions de la crise, la bureaucratie limite avant tout ses dépenses consacrées aux investissements consacrés « à l'homme », ce qui frappe principalement les catégories les plus pauvres de la population, la classe ouvrière, les salariés mal payés, la partie la plus pauvre de la paysannerie.

Malgré des conditions de logement particulièrement mauvaises, la Pologne occupe en Europe une des dernières places au point de vue de la construction de logement par habitant. De plus, on est en train de passer au système des coopératives de construction qui doivent fournir 60 % des logements du quinquennat à venir. Ainsi, les frais de construction passent de la charge du budget de l'Etat à celle des revenus privés de la population. Ceci signifie que les logements ne seront pas pour ceux qui en ont le plus besoin, mais pour ceux qui peuvent payer. Les chances d'avoir un logement d'Etat deviennent illusoire et un ouvrier dont le salaire suffit à peine à couvrir ses dépenses journalières nécessaires, n'a pas de quoi mettre sur le livret d'épargne-logement.

La limitation des dépenses pour la culture ainsi que l'augmentation du prix des services et des biens culturels crée une régression dans le domaine de sa diffusion. Le nombre des spectateurs dans les théâtres baisse, les tirages des livres et des périodiques — y